

L'art d'utiliser la guerre

Martin Forgues

Numéro 779, juillet-août 2015

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/78133ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (imprimé)

1929-3097 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Forgues, M. (2015). L'art d'utiliser la guerre. *Relations*, (779), 6-7.



L'auteur, journaliste indépendant, a publié *L'Afghanicide, cette guerre qu'on ne voulait pas gagner* (VLB, 2014)

L'art d'utiliser la guerre

Sous prétexte de lutter contre le groupe armé État islamique en Irak et en Syrie, le Canada mène aussi une guerre intérieure contre la transparence et l'imputabilité.

consolider le projet néolibéral de réduction du rôle social de l'État, mais bien davantage à soutenir son imposition autoritaire en utilisant les forces policières et judiciaires à ce dessein.

Dès lors, la table est mise pour assurer un traitement différentiel des convictions politiques et favoriser un profilage politique des personnes et des groupes qui contestent les mesures d'austérité et leurs effets. Pourtant, une démocratie construite sur une garantie des libertés politiques devrait garantir ces dissidences dans leur expression comme dans leur organisation. Dans cet esprit, la police et la justice devraient être les piliers de l'état de droit et non les instruments de l'autoritarisme gouvernemental et institutionnel. Avoir peur de manifester, être inquiet d'exprimer ses idées, craindre des décisions judiciaires, appréhender d'être surveillé et contrôlé, être intimidé dans son quotidien constitue aujourd'hui le lot de bien des personnes et de groupes qui contestent l'austérité. Cette réalité témoigne de la dérive autoritaire actuelle.

Pourtant, la mise en place d'un modèle social-démocrate au Québec s'est accompagnée de nombreuses luttes qui ont permis à tous les citoyens de bénéficier de services publics forts, de mécanismes de protection et de sécurité sociale qui ont soutenu leur développement et leur épanouissement comme ceux de la société dans son ensemble. La défense de ce modèle exige et exigera encore des luttes tout aussi légitimes. Elles doivent pouvoir exister, plutôt que subir la menace de la répression. ●

MARTIN FORGUES

Le 4 septembre marquera le premier anniversaire de l'entrée du Canada dans la guerre contre le faux califat autoproclamé «État islamique». Un nouveau chapitre de cette «guerre au terrorisme», qu'on imagine encore sans fin.

Impossible de ne pas y voir à la fois le parachèvement d'un grand chantier de militarisation entrepris par le gouvernement Harper et la justification, par celui-ci, de lois liberticides, à la veille d'une élection qui se voudra, d'une certaine façon, un test d'approbation par l'électorat canadien.

Cette guerre n'échappe donc pas à une honteuse instrumentalisation politique, pratique fétiche de ce gouvernement. Un mois et demi seulement après le début de cette nouvelle campagne militaire, deux attentats secouaient le pays. Deux meurtres commis contre des soldats canadiens par deux jeunes hommes séduits par l'idéologie takfiriste (djihadiste) des combattants du groupe armé État islamique (ÉI) qui, de leur côté, ne manquèrent pas d'en revendiquer la responsabilité grâce à leur réseau de propagande, un art obscur dans lequel ils sont passés maîtres.

Pourtant, les va-t-en-guerre du gouvernement Harper utilisent les mêmes stratagèmes propagandistes. Il fallait entendre le premier ministre lui-même dire que «leur faire la guerre là-bas, c'est assurer notre sécurité ici», alors que les actions militaires alimentent, au contraire, la rancœur envers l'Occident. Avec les mensonges politiques et militaires, elles fournissent du carburant à la machine propagandiste de

l'ÉI, dont la genèse remonte à la débâcle américaine en Irak et dont les militants se livrent aujourd'hui à des exactions dignes des pires crimes contre l'humanité. Nous combattons des ennemis que nous avons grandement contribué à fabriquer.

Si tant est que l'on désire en finir avec le caractère perpétuel que prend cette «guerre au terrorisme», les moyens militaires ne sont pas les bons. Pour couper l'herbe sous le pied de l'ÉI, il faut plutôt s'attaquer aux maux qui l'alimentent –notamment le néo-colonialisme qui déstructure les sociétés où il s'implante ainsi que la xénophobie et les inégalités socio-économiques auxquelles font face de nombreuses personnes de confession musulmane en Occident, pour ne donner que ces exemples.

Les défenseurs de cette guerre se gargarisent sans cesse d'arguments fallacieux pour en légitimer non seulement l'essence, mais également le caractère secret au nom de la «sécurité nationale». Ils sont montés aux barricades lorsque les médias ont révélé que les soldats des forces spéciales prenaient une part active à la mission de combat, contrairement aux dires du gouvernement. Ce dernier a alors accusé les médias de risquer la vie des soldats –bien qu'aucun détail précis sur leurs opérations n'ait été rendu public. Même le Bureau parlementaire du budget peinait à obtenir les détails sur le coût réel de la mission, estimé à près d'un demi-milliard de dollars d'ici à la fin de l'année 2015. Cela n'a pas empêché le gouvernement de prolonger la mission et de l'étendre en territoire syrien, sans véritable débat public.



«renouveau militariste», considérant que les missions onusiennes peuvent aussi s'inscrire dans un débat sur leur caractère néocolonialiste, il n'en demeure pas moins que la direction prise par le gouvernement Harper ne peut qu'avoir des conséquences funestes.

Jean-Paul Sartre disait que «la guerre, on ne la fait pas, c'est elle qui nous fait». Le gouvernement Harper mène actuellement une guerre sur plusieurs fronts – non seulement sur le sol d'Irak et de Syrie, mais également sur son propre sol, cette fois contre la transparence et l'imputabilité. L'histoire nous apprend, toutefois, qu'il s'agit là d'un sens unique vers la dé faite. ●

Manifestation du Collectif Échec à la guerre contre le militarisme canadien en 2013. Photo : Martine Éloy

Vraisemblablement, le gouvernement souhaite que cette guerre demeure exemptée de toute transparence et d'imputabilité, à l'image de ce que le journaliste américain Jeremy Scahill définit, dans son essai *Dirty Wars* (Lux, 2014), comme «le nouvel art de la guerre».

Dans une allocution prononcée durant le Forum social des peuples à

Ottawa, en août 2014, le professeur Greg Albo de l'Université York faisait allusion au «nouveau militarisme canadien», expliquant notamment le changement de paradigme entre une politique militaire axée sur le «maintien de la paix» et l'actuelle doctrine calquée sur les échecs criminels de l'administration de George W. Bush. Si l'on devrait peut-être plutôt parler de

Cuba–États-Unis : vers une normalisation ?

À quelles conditions l'engagement d'un dialogue devant mener à une normalisation des relations entre les États-Unis et Cuba pourra-t-il être qualifié d'«événement historique» ?

CLAUDE MORIN

Pendant 55 ans, comme l'a reconnu Barack Obama, la politique de Washington a été d'essayer de renverser la Révolution cubaine. Deux mots la résumaient : «*regime change*». Les États-Unis ont utilisé à cette fin une panoplie de moyens, le principal étant l'embargo commercial, économique et financier décrété en 1962. L'objectif était de prendre le peuple cubain en otage et de l'affamer afin de le pousser à se soulever contre son gouvernement. Cela est écrit noir sur blanc dans les mémos internes jus-

tifiant cette mesure foncièrement immorale. Washington croyait que le régime castriste ne pourrait survivre à cette opération d'asphyxie. L'embargo a causé des souffrances et des dommages colossaux de l'ordre de 100 à 1000 milliards de dollars selon les variables prises en compte.

L'embargo ne fut cependant qu'un des leviers d'intervention utilisés par Washington. Le débarquement à la baie des Cochons, en 1961, est l'épisode le plus spectaculaire parmi les nombreuses tentatives visant à inverser le cours de l'histoire. D'autres formes d'agression ont jalonné ce

demi-siècle. On a dénombré des centaines d'actes de sabotage contre des installations cubaines, des attentats contre les missions diplomatiques, en plus des complots pour assassiner Fidel Castro. Ces actions ont fait plus de 3500 morts et des milliers de personnes handicapées. Les États-Unis ont même introduit dans l'île des maladies ciblant les humains, les plantes et le bétail. Ils ont mené des campagnes récurrentes pour discréditer le gouvernement cubain, l'attaquant sur la question des droits de la personne. Ils ont politisé à l'excès cette question, sans égard au fait qu'ils contribuaient eux-mêmes à entretenir à Cuba une attitude défensive, paranoïaque diraient certains. La réaction des autorités cubaines fut parfois excessive, il est vrai, mais la menace était bien réelle. Les États-Unis ont

L'auteur, historien spécialiste de l'Amérique latine, est professeur honoraire de l'Université de Montréal